

L'ESPAGNE NOUVELLE

Bulletin d'Information paraissant tous les Samedis

Le Numéro ; 0 fr. 30 français ; 0 fr. 50 belges

La SEMAINE SANGLANTE de BARCELONE

Depuis quelques jours, un malaise régnait et le dénouement de la crise catalane de mars 1937 était loin d'avoir ramené un état d'esprit normal.

Coup sur coup, des assassinats venaient rompre les efforts d'unité que certains secteurs antifascistes tentaient.

Tandis que Roldan Cortada de l'UGT tombait, près de l'iguierda était tué Antonio Martin, militant de la CNT.

Les commentaires allaient leur train, les esprits s'échauffaient ; chaque soir des camarades étaient désarmés.

Une guerre sourde se dessinait, elle allait rapidement s'étendre. Tels étaient les préludes d'une situation qui allait amener les événements tragiques des journées des 3 au 7 mai 1937.

La journée du 1^{er} mai fut calme ; pour la première fois dans l'histoire du mouvement révolutionnaire de l'Espagne, la CNT-FAI avait donné la consigne de travailler.

Nous étions quelques-uns à trouver la chose étrange, voire à protester contre cette décision qui nous paraissait inopportune.

Les nécessités impérieuses de la guerre et de la révolution qui étaient invoquées nous semblaient déplacées. Nous pensions, nous, à la répercussion qu'aurait un tel mot d'ordre dans le monde révolutionnaire. Nous jugeons donc cette décision malheureuse et grave de conséquences.

Vint le dimanche. Comme d'habitude, la Rambla ensoleillée attira les promeneurs.

Lundi, vers deux heures et demie de l'après-midi, profitant de la sieste, une troupe de gardes d'assaut envahit la Centrale téléphonique, place de Catalogne. Ils pénétrèrent dans les locaux, désarmèrent ceux qui s'y trouvaient, se heurtèrent aux premières résistances aux étages supérieures.

La rébellion était née.

Elle allait s'étendre avec une rapidité foudroyante, mais elle devait également, avec non moins de rapidité, déclencher une réaction spontanée dans la classe ouvrière et plus particulièrement chez les éléments de la CNT-FAI.

L'alarme venait d'être lancé par un camarade qui travaillait à la Centrale.

Bientôt, de partout, affluaient des camarades armés ; ils venaient au Comité régional se renseigner, puis partaient vers la Centrale téléphonique tenter de réprimer la sédition naissante.

La rumeur fit le reste et Barcelone, rapidement, se trouva sur pied de guerre.

L'atmosphère fut vite surchargée, l'orage s'annonçait imminemment. La poudre ne tarderait point à parler. L'effervescence grandissait, le public était en émoi.

Partout on chuchotait : est-ce la contre-révolution ?

Déjà, les Jeunesses Libertaires avaient dénoncé les agissements de certains politiciens, aujourd'hui les mêmes personnages passaient ouvertement à l'action.

Mais la nuit vint et, sur la Rambla désertée, cafés et restaurants avaient clos leurs portes.

L'alerte a été chaude, demain il y aura des histoires.

Le matin venu, Barcelone se réveilla tout autre.

Un peu partout, des barricades s'étaient improvisées et, aux premières lueurs matinales, les coups de feu partaient.

Le peuple en armes s'était levé pour défendre les conquêtes arrachées depuis les héroïques journées de juillet 1936.

Partout dans les quartiers ouvriers, aux sièges du syndicat, chacun avait répondu ; la résistance s'organisait.

Contre les manœuvres de certains secteurs politiques, le prolétariat entendait faire valoir ses droits.

Durant quatre jours et quatre nuits, aux barricades et ailleurs, les camarades tinrent en respect ceux qui voulaient écraser le mouvement libérateur de juillet.

Dès le mercredi, à part quelques points de la ville, tout Barcelone était aux mains de la CNT-FAI et Montjuich lui-même prêt à canarder les centres de résistance.

Mais des pressions s'exerçaient. Garcia Oliver, le mardi soir déjà, du poste de la Généralité, avait lancé un appel pour faire cesser le feu, invoquant les luttes de juillet 36, le danger fasciste, il demandait à tous de fraterniser, affirmant que tous ceux tombés jusqu'ici, anarchistes, socialistes, gardes d'assaut et autres, étaient des frères et que, morts, il les confondait tous dans un même baiser.

Ce discours jeta un froid chez nombre de camarades, certains hésitèrent et quand vinrent, ensuite, les harangues de F. Montseny, ministre de la Santé publique, de M. Vasquez, secrétaire de la CNT, l'indécision fut grande.

Certains abandonnèrent la partie, d'autres continuèrent à résister. Mais l'élan et l'enthousiasme étaient brisés.

La lutte, cependant, devait se poursuivre jusqu'au vendredi soir.

Ce n'est que tard dans la nuit que les cinq mille gardes venant de Valence entrèrent dans Barcelone. Le général Pozas prenait en mains l'organisation de la sécurité intérieure et la défense militaire de la Catalogne.

Ainsi se terminait ce mouvement merveilleux de résistance aux forces montantes de la centralisation étatique et, par voie de conséquence, de la contre-révolution.

Adieux à un Camarade

Lorsqu'au mois d'août dernier la nouvelle de la mort de Camille Berneri nous parvint du front d'Huesca, la consternation fut aussi profonde que si chacun de nous avait perdu un frère, un ami de toujours. Nous nous reprochions amèrement d'avoir permis, peut-être même d'avoir provoqué par action ou par omission ce départ quasi désespéré, d'un camarade dont l'intelligence et la conscience étaient si précieuses à la révolution espagnole et au mouvement tout entier. Nous savions que Camillo était de santé débile, de vue faible, presque totalement privé de l'ouïe. Nous sentions toute l'atroce inégalité physique entre cette force morale si nue, si désarmée, et les brutalités aveugles de la guerre !

Mais Berneri était sauf, et bientôt nous le revîmes dans sa granota verte de milicien, fier d'être au premier rang des soldats de la révolution.

Hélas ! il devait tomber sous d'autres coups, plus traîtreusement impitoyables que ceux de la mitraille fasciste. Comme Durruti, comme Domingo Ascaso, comme Barbieri, comme des centaines et des milliers d'autres camarades, il allait succomber dans les guet-apens de la tchéka stalinienne, après avoir traversé tous les dangers du front. Son assassinat commis de sang-froid par les tueurs à gages d'un gouvernement soi-disant antifasciste s'ajoute à une liste interminable de victimes. Et la Saint-Barthélémy des hérétiques n'est pas close en Catalogne ! On continue à égorger les meilleurs combattants de la cause populaire. L'extermination des héros du 19 juillet et du 4 mai continue au moment où nous écrivons ces lignes. Leur sang vient éclabousser les ministres et les dirigeants pourris qui ont préparé ce massacre par leurs abdications et leur stupidité vaniteuse et qui, même devant le fait accompli, même devant la contre-révolution en marche sur les cadavres des nôtres, n'ont pas trouvé une parole de révolte et de désaveu contre le gouvernement dont ils restent les membres, les otages, les sinistres pantins, — quand un peu d'audace de leur part eut encore renversé complètement la situation compromise par leur faute !

Barbieri, Berneri ne sont plus, et nos poings se serrent dans l'impuissance où nous sommes de défendre ou de venger ceux qui tombent par delà une frontière féroce gardée par sa double rangée de chiens de garde au service du capitalisme.

« Camillo da Lodi » avait apporté à l'anarchie son enthousiasme de jeune homme, sa science de philosophe et d'érudit, l'universalité d'une curiosité féconde à qui rien d'humain n'était étranger, — et l'audace pratique d'un dévouement à corps perdu.

Personne plus que lui n'a pratiqué jusqu'à l'héroïsme ce qu'Albert-Thierry nomme « le refus d'arriver ». Il est vrai que cette ingénuité grandiose était partagée par tous les siens. On ne trouve pas de mots pour dire ce qu'était la famille de notre camarade, car il n'en est pas d'assez digne, d'assez noble pour l'exprimer. Au bonheur qu'elle nous offrait au passage, nous mesurons la hauteur de tels dévouements, et de tels sacrifices. Le seul hommage possible est le silence devant l'inexprimable.

Collaborateur à la *Correspondance Internationale Ouvrière*, puis à *L'Espagne Nouvelle*, co-fondateur du *Secrétariat de Documentation Ouvrière*, éditeur de notre organon frère de langue italienne, *Guerra di Classe*, Berneri exerça sur notre petit noyau une influence profonde de pensée et d'exemple. Nous le trouvâmes toujours debout au premier rang pour toute cause généreuse et difficile : la défense de la FAI contre les calomnies et déviations Trentistes en 1932-1933, celle de Marinus Van der Lubbe contre la meute des faussaires stalin-démocratiques en 1933-34, celle de l'anarchisme intransigeant contre la trahison ministérielle en

1936-1937. L'article lumineusement accusateur qu'il écrivit dans la *Guerra di Classe* et que traduisit la *Révolution Proletarienne* devait être le dernier acte décisif de ce militant irremplaçable.

Aux côtés de Berneri, il eu fallu être bien lâche pour ne pas travailler jusqu'aux limites extrêmes des forces nerveuses. Lui-même, fournissant seize à vingt heures par jour d'un labeur surhumain, s'interrompait à peine pour prendre un peu de repos sur le canapé de son bureau ou pour avaler quelques bouchées à la hâte.

Au Comité Régional CNT-FAI de Barcelone, ancien palais de la centrale patronale espagnole et du milliardaire Cambo, souvent la lumière de la rédaction de *Guerra di Classe* ne s'éteignait pas de la nuit. Et comme elle, veillait et brûlait sans discontinuer l'âme de Camillo Berneri. Je ne souviens qu'une nuit, en attendant l'heure de la radio, je me glissai dans le hall plein de ténèbres qui précède la salle du congrès et je tâtonnai sur le grand piano abandonné qui dormait là, pour y retrouver des lambeaux de musique perdue. Ayant ainsi apaisé mes nerfs, je vis que la porte de Berneri était entr'ouverte et, craignant de l'avoir dérangé, je m'excusai en lui souhaitant le bonsoir.

Il me dit qu'il me remerciait au contraire, car l'idée que quelqu'un ici put trouver la paix dans la musique lui était extrêmement précieuse et lui avait rendu son courage.

Cette pensée, la plus belle et la plus touchante à mes yeux qui ait jamais fleuri dans le cœur d'un homme, contenait toute l'infinie sensibilité altruiste de Camillo Berneri. Sourd aux tintements erronés des cordes matérielles, profondément fraternel aux vibrations des fibres humaines : tel reste en nos cœurs celui avec qui nous avons eu la joie de travailler et de vivre, et à qui il est maintenant trop tard pour dire : — Merci !

A. P.

La dernière lettre de Camillo Berneri

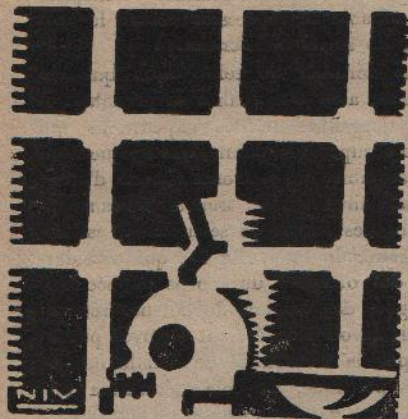
(Quelques heures avant son assassinat)

« Il est deux heures, la maison cette nuit est en armes. J'avais voulu rester levé pour laisser les autres aller se coucher, mais tous les camarades ont ri, disant que je n'entendrais même pas le canon. Bientôt après, un à un, ils ont été se coucher et je veille pour tous. C'est l'unique chose entièrement belle, plus absolue que l'amour et plus vraie que la réalité elle-même que de travailler pour tous. Que serait l'homme sans ce sens du devoir, sans cette émotion de se sentir uni à ceux qui furent, à ceux qui sont et à ceux qui viendront.

« Des fois, je pense que ce sens messianique n'est qu'une évasion, n'est que la recherche et la construction d'un équilibre économique qui, s'il manquait, nous précipiterait dans le désordre et la désespérance. Dans tous les cas, ce qui est certain, c'est que les sentiments les plus intenses sont les plus humains.

« On peut être déçu sur tout et sur tout le monde, mais non sur ce qu'on affirme avec sa conscience morale. S'il m'était possible de sauver Bilbao en donnant ma vie, je n'hésiterais pas un seul instant. Cette certitude personne ne peut me l'enlever, même le philosophe le plus sophistique. Et ceci me suffit pour me sentir un homme et me console toutes les fois que je me sens au-dessous de moi-même, au-dessous de l'estime des meilleurs et de l'affection des êtres que j'estime et j'aime le plus.

« Ce que je viens de dire est d'une solennité un peu ridicule pour quiconque ne vit pas ici. Mais peut-être qu'un jour si je puis vous parler des longs mois qui viennent de s'écouler et que j'ai vécu si intensément, vous comprendrez mieux. »



TÉMOIGNAGES

"ORDRE PUBLIC"

ou...

ORDRE REVOLUTIONNAIRE

La rédaction du présent numéro spécial a été confiée le 15 mai au camarade Hem Day, arrivé ce même jour de Barcelone après avoir vécu les événements qu'on y trouvera relatés. L'article ci-dessous, antérieur aux événements, démontre qu'il comprenait tous les dangers de la situation.

En publiant l'article *Ordre public... ou ordre révolutionnaire*, nous pensons mieux faire comprendre aux lecteurs l'atmosphère pleine d'incertitude qui régnait, avant que soit exécuté la véritable provocation déclanchée par le Commissaire général de l'Ordre public, R. Salas, qui faisait occuper la Centrale téléphonique de Barcelone. N. de la R.

L'ŒUVRE D'AIGUADE EN CATALOGNE

Aiguadé, le Conseiller de la Sûreté intérieure, trouva bon, en pleine révolution, de dissoudre les Conseils d'Ouvriers et Soldats et les autres organisations du même genre. Il fit là œuvre de contre-révolutionnaire et certains camarades anarchistes ne ménagèrent point leurs paroles en le traitant de fasciste. Cette épithète, il ne l'avait pas volée, comme on dit, puisqu'à quelque temps de là, le corps de Sûreté Intérieure, que protégeait le dit Aiguadé, était infesté d'authentiques fascistes qui travaillèrent jadis sous les ordres de ce fameux Goded, général rebelle, voir même d'autres qui servirent la Monarchie.

Dans un journal que publient des camarades anarchistes et qui porte nom *Ideas*, en date du 11 mars 1937, se publiait un article qui réclamait la destitution immédiate d'Aiguadé. On en donnait les raisons suivantes :

« Nous nous contenterions de déclarer que l'heure de liquider est arrivée, l'heure de liquider la politique quelle qu'elle soit, de la balayer de notre révolution et de créer un Corps de Sûreté Intérieure formé principalement de camarades de la CNT et de l'UGT, nettement anti-fascistes. Quant au peuple, il doit conserver les armes qu'il a acquises le 19 juillet pour faire face à toutes les surprises. »

RETOUR OFFENSIF DU FASCISME

Les deux attentats factieux où tombèrent, les dernières journées d'avril 1937, Roldan Cortada, militant de l'UGT



à Barcelone, et Antonio Martin, de la CNT, à Puigcerda, marquent bien le danger fasciste qui renaît même dans ces parties de l'Espagne et de la Catalogne libérée où on le croyait entièrement vaincu.

Ces deux attentats posent également le problème de l'ordre public. Non pas l'ordre policier comme l'entrevoient certains secteurs politiques désireux de rétablir la suprématie de l'Etat et de l'autorité, mais au contraire, de ce facteur capital pour la défense d'une révolution, l'ordre révolutionnaire.

Il ne s'agit point de réinstaller l'ordre à la manière des anciens régimes ; il ne peut être question de l'ordre gouvernemental quel qu'il soit, de droite ou de gauche, qui prétend imposer l'ordre en organisant la répression.

Ce n'est pas sans quelque appréhension que dans ces conditions, on voit se former une vaste coalition de toutes les forces bourgeoises et stalinienne pour imposer le décret de dissolution des patrouilles de contrôles et gardes ouvrières des routes et frontières, ainsi que de toutes les milices subsistant en marge de l'Armée régulière.

Il prévoyait bien ultérieurement la dissolution des gardes d'assaut et des gardes nationaux républicains, mais dans l'intention de remplacer le tout par un Corps de Sécurité de fonctionnaires que désignerait le gouvernement. Et, chose paradoxale, ces fonctionnaires, quel que soit le poste qu'ils occupaient, se voyaient interdire de participer à la vie politique et syndicale.

Tandis qu'étaient prises ces mesures bureaucratiques, se découvrait à Valence une organisation contre-révolutionnaire que dirigeaient de pseudo-républicains. Le secours blanc y était organisé en vue de subvenir aux besoins des familles fascistes alors qu'une autre de ces organisations se chargeait de rassembler les éléments fascistes et de les organiser en vue d'un putsch. Chose plus grave, parmi les arrêtés, on découvrit des employés ou des pseudo-employés affiliés à l'U. G. T.

D'ailleurs, ces mesures purement bureaucratiques ne résolvent pas grand-chose et la cinquième colonne — nom donné, dans la presse espagnole, à cet ensemble d'organisations fascistes existant à l'arrière des fronts républicains —

continue à sévir sans qu'il soit possible de les liquider totalement.

A Barcelone même, le hasard fait découvrir que, par l'intermédiaire du Consulat de France, s'organisait l'immigration de certains éléments-fascistes résidents en Catalogne ou ailleurs et qu'un service de ravitaillement destinée à approvisionner ces mêmes éléments fonctionnait.

LES DANGERS DU VOCABULAIRE « UNION SACREE »

L'abus d'un vocabulaire modernisé et révisé parfois pour les besoins de la cause, n'a pas manqué de faire tourner la tête à quelques phrascologues intempestifs.

C'est ainsi que depuis la révolution, nous avons vu surgir de la plume de certains de nos politiciens ou journalistes toute une série de termes plus ou moins malsonnants. J'en rappelle quelques-uns : gouvernement fort, agissements troubles, éléments irresponsables, ou incontrôlés.

En avril déjà, les gardes d'assaut, dont le gouvernement fort se sert comme instrument politique, ont livré de véritables expéditions punitives contre certains sièges syndicaux et de maisons communes de villages du Levant.

Les stalino-caballeristes invoquent le prétexte de besoin d'armes pour le front, pour organiser, en vue de reprendre les armes détenues par les paysans ou entreposées au siège de leurs organisations, ces razzias despotiques.

Ces dangers dans la reconstruction de l'ordre public, maint camarade de la CNT-FAI les avait soupesés et c'est pourquoi, lors de la publication du décret qui réorganisait les services d'ordre public de Catalogne, décret approuvé par le Conseil de la Généralité cependant, avait soulevé de longues et laborieuses discussions.

En effet, il s'agissait de créer peu à peu les organes indispensables pour éviter que les efforts gigantesques réalisés par la classe ouvrière ne soient détruits par l'incohérence et la contradiction et, dans ce qui est de l'ordre établi au lendemain d'une révolution montante, il était indispensable que soient intimement liés les nouveaux postulats idéologiques qui interviennent dans l'élaboration de la nouvelle structure sociétaire. Sans doute, des partis, des intérêts et des idéologies adaptés plus ou moins à la situation présente, essaient de faire renaître les anciennes formes d'ordre et c'est peut-être dans cette confusion et pressé par les circonstances, qu'on accepta cette idée de constituer le Corps Unique de Sécurité. Mais celui-ci ne pouvait que manquer d'idéal révolutionnaire et c'est ce que nos camarades faisaient observer dans un article publié à l'époque dans *Solidaridad Obrera* :

« Les représentants dans le Conseil de la Généralité ont fait tout leur possible, essayant de le limiter et de lui ôter toutes ses aspérités réactionnaires qui étaient en vue. Ils y sont arrivés à moitié et quoique organisation disciplinée, nous le respectons, nous ne renonçons pas pour cela travailler pour le remplacer par un nouvel instrument légal qui reflète plus exactement la véritable situation politique et révolutionnaire de notre région. »

Cette façon de comprendre le problème me paraît dangereuse et l'on comprendra difficilement que, si le décret d'ordre public ne satisfaisait pas les organisations révolutionnaires, elles soient, par je ne sais quelle discipline et quel respect, amenées à en couvrir momentanément la création.

UN PRECEDENT HISTORIQUE

Tout en s'inclinant devant le compromis, le journal *Solidaridad Obrera* déjà cité, faisant allusion à l'expérience allemande, écrivait :

« Là-bas aussi, on créa un corps de sécurité étranger à tout parti politique et révolutionnaire, la Reichswehr. Et cet instrument répressif, né en pleine révolution, servit, entre les mains des social-démocrates, pour écraser les extrémistes, puis se transforma, au bout de quelques an-

nées et fut utilisée par le nazisme criminel et assassin en un instrument formidable de répression contre le prolétariat en y incluant les social-démocrates. »

Les choses allaient se dérouler de telle façon que ces appréhensions se réalisaient avec une réalité surprenante. A quelque temps de là, s'organisaient des expéditions qui avaient pour but, soit d'occuper les points stratégiques qui entourent Barcelone ou certaines zones frontalières, soit d'annihiler les forces révolutionnaires qui se trouvaient dans ces points, en leur adjoignant des forces de sécurité. Il est intéressant de faire remarquer la mauvaise foi qui présidait à l'entrée en relations des officiers des corps de sécurité avec les camarades délégués des comités de défense révolutionnaires. On ne pouvait savoir s'ils étaient envoyés par le Gouvernement central, par la Généralité de Catalogne, ou par tout autre pouvoir politique, et cela détermina des réactions violentes de la part des organismes révolutionnaires de défense qui, devant tant de mauvaise foi, se refusèrent à avoir le moindre contact avec des éléments dont la loyauté était fortement contestable.

UNE SOLUTION S'IMPOSE D'URGENCE

Des réactions ne tarderont point à se faire jour. Il faut les prévenir aussitôt que possible, sinon on est bien près de se trouver demain devant des organisations, antifascistes certes, mais dont l'idéologie libérale les conduirait à s'emparer du pouvoir par n'importe quel procédé, car monopoleurs et partisans de l'Etat, cette bourgeoisie antifasciste reste la servante du capitalisme et ses intrigues nous sont trop connues pour attacher la moindre confiance à leur prétendue acceptation momentanée de la situation révolutionnaire.

La création d'un Corps Unique de Sécurité est, à tous points de vue, erronée et reste complètement étrangère aux nécessités de la lutte et des aspirations du peuple travailleur. C'est ce qu'ont très bien compris les camarades anarchistes de la Fédération locale des groupes de Barcelone, lorsqu'ils adressaient à l'opinion publique, aux travailleurs et anarchistes en général, un appel dans lequel ils disaient que la Sûreté Intérieure ne devait point essayer de saboter les principes de la révolution en marche et réclamaient, en acceptant toute la responsabilité du moment, « l'annulation immédiate du décret d'Ordre Public présenté par la Généralité et l'implantation d'un ordre qui réponde aux aspirations des deux organisations syndicales ».

En effet, une révolution doit avoir la volonté et le devoir, si elle ne veut pas se nier elle-même, de créer des organismes régulateurs et de sauvegarde de ses conquêtes. Si elle ne le fait pas, elle ouvre la voie à la contre-révolution et, en cela, la responsabilité de ceux qui se sont donnés la mission de conduire le peuple vers son émancipation, est grande.

Il s'agit, pour nous, de ne pas être les instruments inconscients de l'organisation de la force répressive qui, demain, soumettra le prolétariat à une politique qui ne peut le conduire qu'à l'asservissement.



MISES AU POINT

CINQUIEME COLONNE

L'*Humanité* du 8 mai 1937 parle d'une histoire de la « Cinquième Colonne » qui aurait provoqué l'émeute de Barcelone.

On sait ce que cela veut dire et d'autant plus que cette cinquième colonne, selon les dires de « l'histoire » était formée de provocateurs, de terroristes, d'hommes de main du fascisme à la solde de Franco.

La cinquième colonne, pour les gens du Kremlin, c'est le trotskisme, demain ce seront les anarchistes. D'ailleurs, le même son de cloche est lancé par l'ambassade d'Espagne à Paris, et ceci est plus grave.

On a invoqué ces jours derniers pour tenter de rejeter « la responsabilité », que dans certaines organisations syndicales se sont infiltrés depuis la rébellion militaire de juillet, des éléments douteux, adversaires du régime actuel.

A ce sujet, il y a lieu de rappeler que la CNT a refusé l'entrée dans son sein à nombre d'éléments qui, hier encore, étaient syndiqués aux syndicats libres, c'est-à-dire aux syndicats fascistes, tandis que d'autres travaillant chez des patrons fascistes n'adhéraient à aucune organisation ouvrière. L'U.G.T., elle, acceptait en bloc tous les « syndiqués », afin de grossir les effectifs de son organisation et afin de pouvoir, par la suite, au nom de ses syndiqués, réclamer telle ou telle prépondérance dans les participations gouvernementales ou autres. Ceci nous autorise à conclure que cette cinquième colonne recrute bien plus ses adhérents dans les secteurs réformistes antifascistes que dans les organisations révolutionnaires CNT-FAI.

Ceux qui invoquent continuellement cette « 5^e colonne » feraient bien de regarder autour d'eux et en eux.

QUI A TUE ANTONIO SESE ?

Mercredi soir, *La Noche* annonçait la constitution du nouveau gouvernement de Catalogne :

Val rio Mas, secrétaire du Comité régional de la CNT ; *Antonio Sesé*, secrétaire général de l'UGT ; *Joaquin Pou*, de l'Union des Rabassaires ; *Marti Feced*, de l'Esquerra républicaine catalane, chargé de l'ordre public, en faisaient partie.

En dernière page du même journal, une information laconique informait les lecteurs que Sesé venait d'être tué.

La nouvelle fut radiodiffusée et les commentaires qui y furent faits, sans prêter à aucune confusion, concluaient à l'assassinat du secrétaire de l'UGT.

Les heures qu'on vivait n'étaient point sereines, et il y a tout lieu de penser que cette information provoqua des réactions violentes parmi les adhérents du PSUC. Et cela explique les actes de vengeance qui s'en suivirent. Ce furent de véritables assassinats où tombèrent victimes ceux qui eurent le désavantage d'être arrêtés par les secteurs du PSUC.

Il faut mettre les choses au point.

C'est près du syndicat des Spectacles publics (CNT) que fut « assassiné » Sesé. Mais contrairement aux affirmations que les stalinien s'empressèrent de jeter contre les anarchistes, la balle qui devait atteindre Sesé partit d'autres secteurs « antifascistes », ne venant point des camarades qui se trouvaient aux barricades défendant le local du syndicat des spectacles publics. *Solidaridad Obrera* du dimanche 9 mai 1937 a mis les choses au point en publiant un schéma de l'itinéraire suivi par les deux autos dans lesquelles se trouvaient le secrétaire de l'UGT et les camarades qui

l'accompagnaient, et on ne peut contester les informations publiées par les camarades du syndicat des spectacles publics. Elles sont l'expression de la vérité la plus impérieuse.

Il y avait lieu d'y revenir — sachant l'exploitation qui en est faite dans certains milieux politiques ou syndicaux.

LA QUESTION DES DRAPEAUX

A l'occasion du putsch policier des partis bourgeois et stalinien s à Barcelone, les drapeaux monarchistes furent arborés dans certains quartiers.

Avec la mauvaise foi qui les caractérise, les journalistes de l'*Humanité* et du *Peuple* en ont rendu responsable les camarades de la CNT, de la FAI et du POUM, défenseurs des conquêtes de la révolution. Si ces drapeaux avaient flotté dans les quartiers où s'élevaient les barricades prolétariennes et non dans les quartiers bourgeois, dominés par l'Esquerra et le PSUC, on comprendrait encore cette accusation. Mais pour qui a vu les choses de près, elle se retourne contre ses auteurs et les condamne impitoyablement.

C'est principalement dans les casernes de la garde civile et des catalanistes que des emblèmes monarchiques furent découverts par les ouvriers qui y firent irruption !

En tentant la liquidation du régime inauguré le 19 juillet ou en s'opposant à la nécessaire riposte populaire et ouvrière, les politiciens catalans ont ouvert la route au fascisme, la route à Franco, la route à l'étendard monarchique.

Les fascistes barcelonais l'ont bien compris, qui sortirent leurs drapeaux dans l'espérance d'une victoire totale de la réaction. Et les spéculateurs en bourse l'ont bien compris aussi, qui spéculèrent à la hausse sur le Rio Tinto et le Penarroya à la nouvelle des pleins pouvoirs donnés par Valence à l'autorité militaire. Et aussi les réacteurs de l'Estat Catala, chez qui, à Gérone, fut trouvé un drapeau italien entposé dans le local du parti...

Sans doute, en vue de l'entrée triomphale en Catalogne de Mussolini et de son copain Dencas, ex-chef d'Estat catala réfugié en Italie !

QUI DONNAIT AINSI DES ORDRES AU GOUVERNEMENT CATALAN ?

Le 6 courant, à 11 heures du soir, la dépêche suivante fut lancée par le poste-émetteur du PSUC (parti stalinien) de Barcelone :

« Sesé est tué. Veillez et préparez-vous. J'espère que nous obtiendrons un grand triomphe. Je donnerai des directives à quatre heures du matin, sans préjudice d'une communication plus rapprochée si c'est nécessaire. »

Le reste de la dépêche, chiffré, était adressé au Commissaire de l'Ordre public de la Généralité de Catalogne.

Boletín CNT-FAI (Gérone),
9 mai 1937.

Nous aimerions savoir de quelle autorité étrangère le Commissaire de l'Ordre public recevait les ordres qui devaient mener au « grand triomphe » de Staline sur le prolétariat catalan.

M. l'Ambassadeur soviétique Antonov Ossienko ne pourrait-il nous renseigner à ce sujet ?

— Les Révolutions vivent de critiques et meurent de flatteries —

PETITS FAITS, GRANDS EFFETS

(Les antécédents du putsch stalino-bourgeois)

Il y a dans le processus d'évolution de la révolution espagnole toute une série de petits faits qui, bien examinés, font entrevoir toute une œuvre constante de sabotage de la révolution.

Dois-je l'ajouter, c'est précisément dans les régions où, sur un plan social, il fut tenté des réformes de structure, qu'on a constaté ce travail de sape.

En Catalogne, PUGT fut utilisée par le PSUC pour paralyser les efforts de nos camarades de la CNT, en profitant des sacrifices consentis par eux dans le but de sauvegarder l'union.

Le plus extraordinaire, c'est que PUGT forme une organisation ouvrière et, comme telle, devrait avoir une politique ouvrière et socialiste.

En paroles, les choses sont toujours telles, mais quand il s'agit de passer aux réalités, c'est la rupture.

Apportons ici des faits. Vers le début de mars, la Fédération Ibérique des Jeunesses Libertaires lançait à la population de Barcelone un tract qui dénonçait toute une série d'actes de sabotage organisés par les secteurs du PSUC.

Justice ! clamaient les Jeunesses Libertaires, et on le comprendra d'autant mieux que les faits rapportés demandaient un prompt et définitif jugement qui écarterait à tout jamais les auteurs de ces méfaits des charges responsables qu'ils occupaient.

« Certains chefs de la caserne Karl Marx firent enlever onze tanks d'un magasin des industries de guerre. Pour ce faire, ils falsifièrent timbre et signature d'organisations responsables.

« Tandis que les ménagères se désespéraient dans l'attente des distributions, alors qu'à Barcelone régnait la disette, des camarades des patrouilles de contrôle trouvèrent dans un garage de la rue Balmes n° 228, converti en magasin clandestin de la Concellerie d'approvisionnement, 21.000 kg de pommes de terre en état de décomposition.

« Dès que ceci fut rendu public, une multitude de femmes indignées par ces faits, accoururent au dit garage et se distribuèrent rapidement les pommes de terre qui étaient emmagasinées clandestinement alors que le peuple en manque et qu'il en manque même dans les tranchées.

« Au commencement de l'attaque fasciste sur Guadalajara, les Comités CNT-FAI-FIJJL lancèrent la consigne : « Hommes, armes, or et vivres à Madrid ». Bien des localités convertirent immédiatement la consigne en faits, démontrant leur ferme et enthousiaste décision d'aider Madrid. Reus fut un de ces villages. A Reus on recueillit en plus de quelques wagons de marchandises, une quantité de bijoux. Ces bijoux furent remis à la commission CNT-FAI-FIJJL-POUM pour l'aide de Madrid, contre les reçus nécessaires exposés à la vue du peuple. La commission les a remis ensuite au Conseil Municipal qui les fit parvenir à la Concellerie d'Economie.

« Pendant qu'à Reus on vérifiait la collecte, le commissaire général de l'Ordre public, Rodriguez Sala, envoya dans la dite localité, avec d'abominables intentions, quatre camions de gardes d'assaut. On ajourna la grande tragédie grâce au sang-froid du délégué de l'ordre public de Tarragone, affilié à l'Esquerra Republicana, qui s'opposa au passage des gardes à Tarragone, et grâce au président du Conseil Municipal de Reus qui se refusa résolument à laisser entrer les quatre camions dans ce village.

« Les camarades de Reus espéraient que Rodriguez Sala viendrait en personne au lieu d'envoyer des gardes d'assaut, car cela lui aurait donné l'occasion de justifier ou d'éclaircir

ses ballades par Reus et Tarragone dans les années 1920-21, quand il exigeait des caisses syndicales certaines sommes, sans vérification ni reçu.

« On pourrait citer des cas qui démontrent d'une façon palpable que Rodriguez Sala est un agent provocateur, ainsi le cas de Granollers où il tenta le même coup de force qu'à Reus, malgré les avertissements téléphoniques et personnels de Tarradellas, et nous sommes disposés à donner des preuves à qui que ce soit.

« Mais nous disons que la vie politico-sociale de Catalogne ne peut continuer plus longtemps dans les mains des individus de si basse morale.

« Martin, Comorera et Rodriguez Sala doivent comparaître devant un tribunal du peuple, devant un tribunal révolutionnaire.

« Il n'y a pas d'union possible avec ceux qui la trahissent journellement. Si on veut l'unité et qu'on veut éviter une catastrophe, il faut enlever les charges publiques aux provocateurs et maîtres chanteurs.

« Justice pour tous, ceux d'en bas comme ceux d'en haut !

« Les Jeunesses Libertaires le demandent ;

« Le peuple travailleur et révolutionnaire l'exige ! »

Pour ce qui regarde le ravitaillement, il était à prévoir que plus la guerre durerait, plus le problème allait s'aggraver. Il fallait résoudre cependant les difficultés et seule la collectivisation de la distribution allait permettre de vaincre les besoins impérieux.

Mais là encore, on allait se heurter au PSUC qui prétendait abandonner au commerce libre le soin de porter remède à une situation délicate.

Demander cela aux associations petites-bourgeoises, c'était marquer l'organisme syndical d'une impuissance, quand ce n'est pas d'incapacité.

Mais PUGT prend une partie de ses adhérents dans les secteurs petit-bourgeois ; elle ne peut pas mécontenter sa clientèle, fusse au prix du sacrifice de l'intérêt général. On est politicien avant tout et, dans les circonstances données, puisqu'on a en main le département du ravitaillement, on usera et abusera de la situation.

Parlant de ce problème, *Solidaridad Obrera* écrivait :

« Il est absolument inadmissible qu'en temps de guerre, la vie matérielle et physique de la population soit livrée aux intérêts particuliers d'un petit nombre qui vit du commerce, cela même au cas où parmi eux figureraient des employés organisés syndicalement. Ces gens-là pensent avant tout à gagner de l'argent. Ils fabriquent, achètent et vendent des produits utiles ou superflus sans égard au droit de chacun à la vie. »

En effet peut-on accepter que 6% d'une population règlent ce problème capital au détriment de 94% ?

Laisser faire c'est permettre le sabotage conscient de la révolution et de la guerre. A la socialisation de la production doit s'ajouter la socialisation de la distribution.

Voici un fait qui s'inscrit encore à l'actif d'un membre influent du gouvernement. Il s'agit de Uribe, ministre de l'agriculture, le communiste Uribe qui s'empresse au nom de la liberté du commerce d'anéantir le plan de la CNT préparé en vue de l'exportation des oranges qui serait contrôlé par cet organisme.

A Algemesi, Uribe aurait dit publiquement que la république « n'avait autorisé personne à réquisitionner les produits de la terre ».

Trahison envers la classe ouvrière, complicité en faveur des mercantis, une telle audace fait réfléchir. H. D.

Matériaux pour l'Histoire et la Discussion

La vérité, c'est la propagande du prolétariat

Marcel MARTINET

Deux Manifestes

En pleine bataille, tandis que les camarades aux barricades se dressaient contre l'ennemi intérieur qui voulait écraser la révolution, on vit apparaître les deux manifestes que nous reproduisons ci-dessous.

LE P.O.U.M. A LA CLASSE OUVRIERE

Camarades,

Avec la lutte de ces jours, le prolétariat de Barcelone a montré sa volonté inébranlable de ne pas tolérer la moindre provocation contre-révolutionnaire. Une fois débarrassé de l'ennemi, par la magnifique réaction de la classe ouvrière, la « retraite » s'imposera. Mais celle-ci ne peut s'effectuer que sous les conditions suivantes :

Retraite de la force publique de la rue.

La Classe ouvrière conservera les armes.

L'accomplissement de ces conditions, parfaitement acceptables, peut terminer la lutte et éviter un versement inutile de sang, et donner aux camarades qui combattent au front la confiance et le moral qui sont tant nécessaires pour la lutte contre notre ennemi mortel : le fascisme.

Le Comité Exécutif.

CNT-FAI -- GROUPE DES « AMIS DE DURRUTI »

TRAVAILLEURS, EXIGEZ AVEC NOUS :

UNE DIRECTION REVOLUTIONNAIRE,

LE CHATIMENT DES COUPABLES,

LE DESARMEMENT DE TOUS LES CORPS ARMES,

QUI PARTICIPERONT A L'AGRESSION,

LA SOCIALISATION DE L'ECONOMIE,

LA DISSOLUTION DES PARTIS POLITIQUES QUI SE SONT DRESSES CONTRE LA CLASSE OUVRIERE !

NE CEDONS PAS LA RUE !

LA REVOLUTION AVANT TOUT !

NOUS SALUONS NOS CAMARADES DU P.O.U.M. QUI ONT FRATERNISE AVEC NOUS DANS LA RUE.

VIVE LA REVOLUTION SOCIALE !

A BAS LA CONTRE-REVOLUTION !

Chose étrange ! Les organisations régionales CNT-FAI désapprouvaient le manifeste des « Amis de Durruti ».

Le désarmement des ouvriers se poursuit

Le Bulletin CNT-FAI du 14 mai publie sans aucun commentaire les décrets promulgués la veille par le gouvernement central et immédiatement applicables sur toute l'étendue du territoire républicain. Ces décrets assimilent à la rébellion fasciste la détention des armes de guerre de toute nature, ainsi que de munitions, explosifs, véhicules blindés, matières incendiaires, etc... et prévoient pour ces faits les peines applicables à la rébellion par le code de justice militaire.

Ils fixent à 72 heures le délai à l'expiration duquel les comités, syndicats, municipalités, services de garde et de contrôle, partis politiques et autres associations du même genre devront avoir remis à l'Armée et à la Police l'ensemble du matériel d'armement qu'ils détiennent encore, et à 24 heures seulement le délai octroyé aux individualités.

Les pistolets ordinaires et les armes de chasse tomberont sous le coup des mêmes règlements, à dater du 22 mai, pour toutes les personnes non pourvues d'une licence régulière délivrée par le gouvernement central. Du 13 au 22 mai des permis provisoires pourront être délivrés par les autorités politiques et syndicales.

D'autre part *Los Noticias* de Barcelone en date du 16 mai indiquent que les groupes d'ouvriers et de paysans armés de la région de Mora-de-Ebro, Tortosa, Gandesa, etc... ont été écrasés par les renforts de police venus de Valence et de Castellon.

A Tarragone, à Reus, force est restée à la Garde Nationale Républicaine (ex-garde civile), aux carabiniers, aux forces d'aviation et du régiment de cavalerie de Reus.

A Montesquiu, à Ampurdan, à Puigcerda, au nord de Barcelone et aux environs de Vich on signale la permanence de foyers d'insoumission.

Au moment où nous mettons en page, le ministère Caballero, encore trop rouge pour eux, est renversé par le désaccord des communistes. Ceux-ci proclament que le gouvernement doit être exclusivement parlementaire à l'exclusion de toute représentation syndicale.

L'UGT et la CNT seront donc écartées du ministère des « Versaillais de Valence », de même que la FAI et le POUM.

Tant mieux : la situation est claire. Il y a maintenant « trois Espagnes ». Celle des factieux, celle du gouvernement qui prépare la médiation dans le sang du peuple ; et l'Espagne des travailleurs.

Juillet 1917 — Mai 1937

Les bolchévicks-léninistes de la *Lutte Ouvrière* comparent les journées de juillet 1917 (réaction ouvrière contre le rapprochement Kerensky-Korniloff, pour l'approfondissement social de la révolution et pour l'armement des travailleurs) avec les journées de mai 1937.

Ils opposent l'attitude de Lénine et Trotsky à celle des anarchistes de gouvernement incapables de contenir le peuple, incapables également de faire aboutir son élan spontané, et prenant position in-extremis contre le prolétariat révolutionnaire.

Mais les trotskistes oublient d'ajouter que le rôle du parti bolchévick en juillet fut, à peu de chose près, le même que celui de la bureaucratie CNT-FAI aujourd'hui. Les masses comptaient sur lui, et l'accablaient. Et ce fut de la part des chefs bolchévistes les mêmes temporisations, les mêmes refus d'agir, les mêmes tractations manœuvrières, la même défiance incompréhension.

Quant aux résultats de cette attitude hésitante, on les connaît : le parti qui ne s'était pas battu fut plongé dans une demi-illégalité. Lénine dut s'enfuir en Finlande, les dirigeants furent arrêtés en grand nombre, etc... Il fallut la grande décomposition militaire et sociale des mois suivants, pour rendre aux bolchévicks la possibilité de jouer à nouveau un rôle d'arbitre dans la vie publique de la Russie, rôle dont les fatales conséquences ne sont pas encore épuisées aujourd'hui.

Nous pouvons tirer de cet antécédent historique l'idée que tout n'est pas terminé en Espagne, que la révolution peut encore y prendre un nouvel essor. Espérons-le aussi, les travailleurs espagnols, profitant de l'expérience de juillet 36 et de mai 37, ne mettront pas cette révolution sous la garde des politiciens qui les ont trahis par incompetence, faiblesse ou duplicité, même si ces politiciens se réclament encore de l'étiquette anarcho-syndicaliste.

L'ESPAGNE NOUVELLE

RÉDACTION : S. D. O. 10, Rue Emile-Jamais, Nîmes (Gard) — TRÉSORIER : P. Jolibois
(même adresse) C. C. P. 186-99 Montpellier.

ABONNEMENT : Un an : France et Colonies : 12 fr. ; extérieur 15 fr. — Six mois : France
et colonies 8 fr. ; extérieur 10 fr.

DISCIPLINE — mais non DUPERIE !

Les journées que le prolétariat de Barcelone vient de vivre marqueront profondément dans son histoire. Maintenant tout est fini. Ce qui restait des barricades s'est écroulé du fait que les passants se fraient un chemin pour vaquer à leurs occupations quotidiennes ; l'heure est venue de faire le point.

Il s'agit de s'entendre. Il serait vain de commencer à s'engueuler et de crier à la trahison des hautes sphères dirigeantes.

La n'est pas le problème, et même si trahison il y eu, tous et chacun en sont responsable.

Au lieu d'excuser les uns ou les autres, on se doit de constater que durant les quatre jours de combat qui mirent aux prises ce qu'on est sensé appeler ici les secteurs antifascistes, du côté révolutionnaire on manqua totalement d'esprit de liaison et de cohésion.

On attendait d'en haut, des « ordres » ou des « consignes ». Ils ne vinrent pas.

Le « haut », d'ailleurs, n'est pas fait pour donner des « ordres », mais pour mettre en exécution les décisions prises par la base.

La base a-t-elle manifesté ce qu'elle voulait ?

Sans doute, dans la rue, aux barricades, certains des nôtres étaient descendus manifestant par là leur ferme volonté de réagir par l'action directe, contre les velléités de fascisme naissant.

Mais, là n'est pas tout le problème. L'action, pour être efficace, a besoin d'être coordonnée. Il faut dès la première heure la rendre tangible et lui assigner des objectifs précis. Sinon, on verse dans un confusionnisme catastrophique.

Or donc, durant cette émeute les dévouements ne se complètent pas, courage et abnégation rivalisaient chez les uns et les autres. Était-ce suffisant pour mener à bien la lutte engagée ?

Non. Puisque les comités nationaux ou régionaux ne représentaient et ne pouvaient représenter le prolétariat soulevé, il fallait en premier lieu, constituer un comité révolutionnaire. Les tâches essentielles de celui-ci auraient été de donner à la révolte un sens et un objectif, sans quoi les combats s'avéraient n'être que des escarmouches sans lendemain.

C'est à ce résultat qu'on a abouti. On peut maintenant déplorer que tant de jeunes vies aient été sacrifiées par trop bénévolement.

Ceci ne veut pas dire qu'on blâmera ceux qui descendirent à la rue. Leur geste spontané, leur action directe aura montré que malgré tout l'esprit de révolte n'est pas entièrement banni des organisations. Malgré les besoins de la guerre, malgré les nécessités de la lutte antifasciste, malgré les participations conditionnées aux gouvernements et municipalités cet esprit de révolte vit toujours.

Aujourd'hui que le calme est revenu, il faut que chacun fasse ce qu'on peut appeler son examen de conscience.

Sans doute on ne peut s'empêcher d'émettre sur les comités directeurs quelques remarques désobligeantes. Nous n'avons pas le droit de taire ce que nous pensons en pareilles circonstances.

Entre nous il faut s'expliquer clairement, étudier nos erreurs et remédier peut-être aux situations créées, éclaircir la situation, rechercher les trahisons s'il y en a. Il faut aplâner le malaise général, sinon on risque de retrouver une classe ouvrière indifférente, boudeuse ou sceptique devant les besoins impérieux qui se présenteraient demain.

Ce qu'il faut faire renaitre chez les camarades, c'est la confiance et, si cela est nécessaire, ne pas hésiter à porter le fer rouge là où c'est nécessaire.

Les Comités dirigeants CNT-FAI ont-ils failli à leur mission ?

A la classe ouvrière d'y répondre, à tous ceux qui acceptent sa représentation de parler.

Ont-ils outrepassé leur mandat en prenant les décisions qu'ils ont prises ?

Parlez donc, vous qui étiez descendus à la rue et qui défendiez une cause noble entre toutes !

Parlez, sinon, en donnant votre accord tacite à tout ce qui a été dit, à tout ce qui a été fait, vous perdrez ce droit demain de critiquer ou d'accuser. Je ne parle point ici pour ceux qui ne veulent rien savoir et qui, contents et heureux de ce qui est, n'ont plus qu'un désir : enterrer les morts, passer l'éponge sur ces journées.

Avant de tourner ces pages du grand livre de la révolution espagnole, il est nécessaire de s'expliquer. On peut être discipliné et dans les conjonctures présentes, face à une situation politico-économique critique, face à un fascisme, cette discipline s'impose plus que jamais afin de ne pas permettre aux éléments factieux de profiter d'une désunion des secteurs antifascistes.

Mais discipline n'implique point duperie, et c'est ici qu'il y a lieu de s'exprimer.

Au lendemain de ces luttes, chacun peut avouer ou s'avouer intérieurement que nous avons subi une douloureuse défaite.

Première défaite ? Je ne suis pas assez naïf pour le penser ; mais celle-ci est d'importance dans le processus d'évolution de la lutte révolutionnaire en Espagne.

Ce qu'il faut maintenant, c'est de ne pas se mentir, ni mentir à ceux qui placèrent leur confiance en certains.

Nous avons été battus, peut-être malgré nous et parce que, loyaux, nous voulions respecter nos engagements.

Il faut le dire clairement avec toutes les conséquences que cela implique et également pour qu'on le sache : nous ne sommes pas dupes et jamais nous ne consentirons à duper nos camarades. Disciplinés oui, si on le veut, et parce que c'est aussi notre désir ; disciplinés, mais non dupes.

HEM DAY.